

SÉANCE ORDINAIRE

DU 3 AOÛT 2020

Municipalité de Saint-Éloi

À une séance ordinaire du conseil municipal de la municipalité de Saint-Éloi, tenue à la salle Adélarde-Godbout lundi 3 août 2020 à 19h30 et suivant les dispositions du code municipal de la province de Québec. Sont présents :

MAIRE : Mario St-Louis

CONSEILLERS (ÈRES) : Louise Rioux
Jonathan Rioux
Éric Veilleux
Jocelyn Côté
Mireille Gagnon
Gisèle Saindon

tous membres du conseil et formant l'assemblée au complet sous la présidence de Monsieur Mario St-Louis, maire.

Madame Annie Roussel, directrice générale / secrétaire-trésorière, est aussi présente.

.....

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Monsieur le maire souhaite la bienvenue à toutes les personnes présentes.

.....

2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le maire procède à la lecture de l'ordre du jour, il est proposé par Monsieur le conseiller Jocelyn Côté et résolu à l'unanimité des conseillers présents que l'ordre du jour soit accepté tel que lu et que l'item 10 Divers demeure ouvert.

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la séance
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Acceptation du procès-verbal de la séance ordinaire du 6 juillet 2020
4. Lecture et adoption des comptes du mois payés et à payer
5. Adoption du Règlement #266 concernant les animaux
6. Sel de déglacage / Abrasif
7. Signature contrat de déneigement et de déglacage pour la Route de la Station avec le MTQ
8. Pompier
 - Entente de partage de service incendie
 - Préavis de vérification mécanique (citerne)
9. Voirie
 - Travaux à venir
 - Entreprise Michel Bélanger (Isle-Verte)
10. Divers
 - Changement séance du conseil
11. Période de questions
12. Levée de l'assemblée

.....

3. ACCEPTATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 6 JUILLET 2020

La directrice générale/secrétair-trésorière présente le dernier procès-verbal. Il est proposé par Madame la conseillère Gisèle Saindon et résolu l'unanimité des conseillers présents que le procès-verbal énuméré ci-dessus soit accepté par le conseil.

.....

2020-08-109

2020-08-110

CERTIFICAT DE CRÉDIT SUFFISANT

2020-08-111

Je soussigné certifie par les présentes qu'il y a des crédits suffisants pour les dépenses décrites dans la résolution suivante. Donné à Saint-Éloi ce 3 août 2020.

Annie Roussel, directrice générale / secrétaire-trésorière

Adopté à l'unanimité

.....

4. LECTURE ET ADOPTION DES COMPTES DU MOIS PAYÉS ET À PAYER

2020-08-112

Il est proposé par Monsieur le conseiller Jonathan Rioux et résolu à l'unanimité des conseillers présents que le bordereau numéro 08-2020 des comptes payés soit accepté au montant de \$8306.76 et que le bordereau numéro 08-2020 des comptes à payer soit accepté au montant de \$9261.91 par notre conseil et que la directrice générale / secrétaire-trésorière soit autorisée à en faire le paiement.

.....

5. ADOPTION DU RÈGLEMENT #266 CONCERNANT LES ANIMAUX

2020-08-113

ATTENDU que le gouvernement du Québec a adopté le 3 mars 2020 le « Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens » ;

ATTENDU que les municipalités locales doivent ajuster leur réglementation afin d'être compatible ;

ATTENDU que la Conseil municipal désire réglementer certaines normes concernant la garde de chiens sur le territoire de la municipalité qui ne sont pas inclus dans le règlement provincial ;

ATTENDU qu'un avis de motion a été donné par Monsieur le conseiller Jocelyn Côté à la séance ordinaire du 6 juillet 2020 ;

ATTENDU qu'une présentation du projet de règlement a été faite lors de la séance du 6 juillet 2020 par Madame la Directrice générale afin de présenter l'objet, la portée et le coût du règlement avant son adoption par le conseil ;

ATTENDU QUE des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public et sur le site Web de la municipalité ;

ATTENDU que le présent règlement a été adopté par le Conseil municipal lors de la séance ordinaire du 3 août 2020 et qu'il n'y a eu aucun changement apporté ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Monsieur le conseiller Jocelyn Côté et résolu à l'unanimité des conseillers présents que la Municipalité de Saint-Éloi adopte le règlement intitulé : "**Règlement n° 266 concernant les animaux**" soit adopté et que le Conseil municipal ordonne et statue par le règlement ce qui suit :

CHAPITRE 1 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET D'INTERPRÉTATION

ARTICLE 1 : TITRE DU RÈGLEMENT

Le règlement s'intitule Règlement no 266 concernant les animaux.

ARTICLE 2 : INTERPRÉTATION

Pour l'interprétation du présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots ou expressions qui suivent ont le sens et la signification qui leur sont attribués dans le présent chapitre.

ARTICLE 3 : DÉFINITIONS

1.1 ANIMAL

Employé seul, désigne toutes et chacune des catégories d'animaux;

1.2 ANIMAL DOMESTIQUE

Un animal qui vit habituellement auprès d'une personne ou qui est gardé par celle-ci. Un chien, un chat, un poisson d'aquarium, un petit mammifère, un petit reptile non venimeux ni dangereux ou un oiseau sauf s'il s'agit d'une espèce interdite sont, notamment, des animaux domestiques.

1.3 ANIMAL DANGEREUX

Tout animal qui, sans geste de provocation, tente de mordre ou d'attaquer, manifeste de l'agressivité, commet un geste susceptible de porter atteinte à la sécurité d'une personne ou d'un animal ou agit de manière à laisser soupçonner qu'il souffre de la rage.

1.4 ANIMAL DE FERME

Animal que l'on retrouve habituellement sur une exploitation agricole, qui est gardé à des fins de reproduction ou d'alimentation, notamment, mais non limitativement, le cheval, la vache, la poule, le porc, etc.;

1.5 ANIMAL ERRANT

Tout animal qui n'est pas en laisse, qui n'est pas accompagné d'une personne capable de le maîtriser et qui n'est pas sur la propriété de son Gardien

1.6 ANIMAL SAUVAGE

Animal dont l'espèce n'a pas habituellement été apprivoisée par l'homme ou qui vit ordinairement en liberté dans la nature et qui est indigène, notamment, mais non limitativement, l'ours, le chevreuil, l'orignal, le loup, le coyote, le renard, le raton laveur, le vison, la mouffette, le rat, la souris, le pigeon et le lièvre, etc.;

1.7 AUTORITÉ COMPÉTENTE

L'expression « autorité compétente » désigne l'inspecteur municipal, le directeur des travaux publics, tout membre du service incendie, le responsable de voirie, toute personne désignée par le conseil municipal chargée de l'application en partie ou en totalité du présent règlement ou tout membre de la Sûreté du Québec.

1.8 CHATTERIE

Le mot « chatterie » signifie le lieu où séjournent des chats que l'on fait garder ou qui sont destinés à être vendus.

1.9 CHENIL

Le mot « chenil » désigne l'endroit où l'on abrite ou loge des chiens pour en faire l'élevage, le dressage et/ou les garder en pension.

1.10 CHIEN DE GARDE

L'expression « chien de garde » désigne un chien qui aboie pour avertir d'une présence.

1.11 CHIEN D'ASSISTANCE

L'expression « chien d'assistance » désigne tout chien entraîné pour guider une personne et qui détient tous les permis et certificats prévus à cet effet.

1.12 ÉDIFICE PUBLIC

Tout édifice privé ou public, accessible au public en général.

1.13 ENDROIT PUBLIC

Tout endroit ou propriété, privée ou publique, accessible au public en général.

1.14 GARDIEN

Toute personne qui a la propriété, la possession, la garde ou la responsabilité d'un animal. Dans le cas où cette personne est mineure, le père, la mère, le tuteur ou le répondant de celle-ci est réputé gardien.

1.15 RÈGLEMENT PROVINCIAL

Désigne le « Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens ».

1.16 UNITÉ D'OCCUPATION

Un logement dans une habitation unifamiliale (bâtisse, dépendance et terrain) ou dans tout type de bâtiment situé dans les limites de la municipalité (bâtisse,

dépendance et terrain). L'unité d'occupation comprend également tous les autres terrains et bâtisses.

CHAPITRE 2 AUTORITÉ COMPÉTENTE

ARTICLE 4 : POUVOIRS DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE

L'autorité compétente exerce les pouvoirs qui lui sont confiés par le présent règlement, et notamment, elle peut:

- a) faire observer les dispositions du règlement ;
- b) délivrer des constats d'infraction lors de la contravention à une disposition du présent règlement ;
- c) visiter et examiner toute propriété aux fins de l'application du présent règlement ; capturer et faire euthanasier un animal dangereux, mourant ou gravement blessé ;
- d) ordonner au gardien d'un animal de prendre toute mesure à son égard en conformité avec les dispositions du présent règlement ;
- e) Sur demande, l'autorité compétente doit établir son identité et exhiber le certificat délivré par la municipalité attestant de sa qualité.

ARTICLE 5 : ENTRAVE AU TRAVAIL DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE

Nul ne peut entraver l'autorité compétente dans l'exercice de ses fonctions. Constitue, notamment, une entrave à l'autorité compétente dans l'exercice de ses fonctions le fait de :

- a) tromper ou tenter de tromper par des réticences ou par des fausses déclarations ;
- b) refuser de recevoir ou de donner accès à toute unité d'occupation à l'autorité compétente ;
- c) refuser de fournir tout renseignement ou document requis pour l'application du présent règlement ;
- d) refuser de s'identifier auprès de l'autorité compétente ou de lui exhiber tout certificat ou document attestant son identité ;
- e) endommager, enlever ou déclencher tout piège ou système mis en place par celle-ci en vue de capturer un animal ;
- f) nuire, de quelque façon, à la capture d'un animal par celle-ci.

CHAPITRE 3 - BIEN-ÊTRE DES ANIMAUX

ARTICLE 6 : BESOINS VITAUX

Le gardien a l'obligation de fournir à l'animal sous sa garde les aliments, l'eau et les soins nécessaires appropriés à son espèce et à son âge.

ARTICLE 7 : SALUBRITÉ

Le gardien doit tenir en bon état sanitaire l'endroit où est gardé un animal.

ARTICLE 8 : DOULEUR, SOUFFRANCE OU BLESSURE

Nul ne peut causer volontairement ou permettre que soit causée à un animal une douleur, souffrance ou blessure.

ARTICLE 9 : CRUAUTÉ

Nul ne peut faire des cruautés à un animal, le maltraiter, le molester, le harceler ou le provoquer.

ARTICLE 10 : COMBAT D'ANIMAUX

Nul ne peut organiser, participer, encourager ou assister au déroulement d'un combat d'animaux ni laisser son animal y participer.

ARTICLE 11: ABANDON

Le gardien d'un animal ne peut l'abandonner dans le but de s'en défaire. Il doit le confier à un nouveau gardien ou remettre l'animal à un organisme qui en dispose par adoption ou euthanasie.

À la suite d'une plainte indiquant qu'un animal est abandonné par son gardien, l'autorité compétente procède à une enquête et, s'il y a lieu, a le pouvoir de disposer ou de faire disposer de l'animal conformément au présent règlement.

Les frais relatifs à l'abandon d'un animal domestique sont à la charge du gardien, y compris ceux relatifs à l'adoption ou à l'euthanasie de l'animal, le cas échéant.

ARTICLE 12 : ANIMAL MORT

Nul ne peut disposer d'un animal mort autrement qu'en le remettant à une clinique ou hôpital vétérinaire, à un refuge ou à tout autre endroit légalement autorisé à recevoir des animaux morts. Il ne peut disposer de l'animal en l'enterrant sur un terrain public ou privé sans le consentement du propriétaire ou en le jetant aux ordures.

ARTICLE 13 : POISON OU PIÈGE

Nul ne peut utiliser à l'extérieur d'un bâtiment un poison ou un piège pour la capture des animaux, à l'exception des cages à capture vivante. Malgré l'alinéa précédent, un organisme ou une personne spécialisée dans ce domaine peut, en tout temps, aux fins de contrôle des animaux présentant un risque pour la salubrité ou la sécurité publique, aux fins d'étude, de conservation ou pour tout autre cas de nécessité ou d'urgence, utiliser des pièges.

CHAPITRE 4 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 14 : NOMBRE MAXIMAL D'ANIMAUX

Il est interdit de garder dans une unité de logement ou sur le terrain où est située cette unité d'occupation, plus de trois (3) chats.

Malgré le premier alinéa, les chatons de moins de six mois peuvent être gardés avec leur mère.

Sous réserve du respect de l'article 26, le nombre total de chats et de chiens par unité d'habitation ou par propriété ne doit en aucun cas excéder quatre (4). Le fait pour un gardien d'une telle unité d'occupation ou sur le terrain où est située cette unité d'occupation constitue une infraction.

Cette règle ne s'applique pas :

- a) Aux exploitations agricoles;
- b) Aux unités d'élevages d'animaux ayant obtenu les autorisations nécessaires à leurs activités;
- c) À une personne exerçant le commerce de vente d'animaux;
- d) À toute personne œuvrant au sein d'un hôpital ou d'une clinique vétérinaire dans le cadre de cette activité;
- e) À l'exploitant d'une chatterie ou d'un chenil;
- f) Aux exploitants agricoles situés en tout ou en partie dans les périmètres d'urbanisation;
- g) Les chiots et les chats de moins de six mois peuvent être gardés avec leur mère;
- h) Aux entreprises ou à toute personne exerçant un service de randonnée de traîneaux à chien.

ARTICLE 15 : ANIMAUX AUTORISÉS

Il est permis de garder des animaux domestiques dans les limites du territoire de la municipalité.

Il est interdit de posséder des animaux de ferme ou des animaux sauvages à l'exception dans les zones de la municipalité où un usage le permet.

ARTICLE 16 : ANIMAL SEUL

Le gardien ne peut laisser l'animal seul dans un endroit public, qu'il soit attaché ou non.

Le gardien d'un animal ne peut le laisser errer dans les rues et dans les endroits publics.

ARTICLE 17 : ÉDIFICE PUBLIC

À l'exception des chiens visés à l'article 1 du règlement provincial, un gardien ne peut entrer ou garder un animal dans un édifice public.

ARTICLE 18 : NOURRIR UN ANIMAL ERRANT

Nul ne peut nourrir un animal errant en distribuant de la nourriture ou en laissant ou en lançant de la nourriture ou des déchets de nourriture à l'air libre, sauf pour la pratique de la chasse ou du piégeage dans un endroit autorisé. Malgré le premier alinéa, il est permis de nourrir les oiseaux, sauf les goélands et les pigeons, à l'aide de mangeoires spécifiquement conçues à cet effet, sans toutefois causer de nuisance au voisinage.

ARTICLE 19 : MAINTIEN

Tout gardien doit avoir la capacité physique de retenir, en tout temps, l'animal en laisse et de le maîtriser pour que celui-ci ne lui échappe pas.

ARTICLE 20 : ÉVÈNEMENTS SPÉCIAUX

Aucun gardien ne peut garder un animal sur un endroit public là où se tient un événement extérieur ou intérieur et où il y a attroupement de gens. Le présent article ne s'applique pas à un chien visé l'article 1 du règlement provincial ou à un animal dont sa participation est requise lors d'un événement qui lui est spécifiquement consacré. De façon non limitative, cela comprend notamment : les spectacles équestres, les expositions canines ou félines, les courses de chiens et les expositions agricoles.

ARTICLE 21 : ENLÈVEMENT IMMÉDIAT DES EXCRÉMENTS

Le gardien d'un animal doit enlever immédiatement les matières fécales laissées par l'animal, dont il a la garde, sur toute propriété publique ou privée autre que son unité d'occupation et en disposer à même ses ordures ménagères ou dans une poubelle publique, à l'exception des animaux de ferme.

ARTICLE 22 : VÉHICULE ROUTIER

Tout gardien transportant un animal dans un véhicule routier doit s'assurer qu'il ne peut quitter ce véhicule ou attaquer une personne passant près de ce véhicule. Tout gardien transportant un animal dans la boîte arrière d'un véhicule routier non fermé doit le placer dans une cage ou encore doit s'assurer qu'il soit attaché de façon sécuritaire au véhicule.

ARTICLE 23 : ANIMAL MALADE

Un gardien, sachant, sur avis écrit d'un vétérinaire, que son animal est atteint d'une maladie contagieuse, doit prendre les moyens pour faire soigner son animal ou pour le soumettre à l'euthanasie.

ARTICLE 24 : EUTHANASIE

Un gardien désirant mettre à mort un animal doit s'adresser directement à un médecin vétérinaire de son choix. Nul ne peut volontairement mettre à mort un animal de quelque manière que ce soit, sans recourir aux services d'un médecin vétérinaire.

Le présent article ne s'applique pas aux animaux de ferme ou aux animaux sauvages dans le cadre des exercices visés par la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune*.

ARTICLE 25 : NUISANCES

Les faits, circonstances, gestes et actes ci-après énoncés constituent des infractions au présent règlement et sont interdits. Le gardien auteur d'une telle nuisance ou dont l'animal agit de façon à constituer une telle nuisance contrevient au présent règlement et commet une infraction :

- a) le fait, pour un animal, d'aboyer ou de hurler de façon à troubler la paix, la tranquillité et d'être un ennui pour une ou plusieurs personnes;
- b) le fait pour un animal de fouiller ou de répandre les ordures ménagères;
- c) le fait, pour un animal, de se trouver dans un endroit public avec un gardien incapable de le maîtriser en tout temps;
- d) le fait, pour un animal, de mordre, de tenter de mordre une personne ou un animal;
- e) le fait, pour un animal, de causer un dommage à un immeuble ou à un bien qui n'est pas la propriété de son gardien;
- f) le fait, pour un animal, d'errer;
- g) le fait, de garder plus de chiens ou d'animaux que prévu dans le présent règlement;
- h) le fait de négliger de nettoyer de façon régulière les excréments sur sa propriété et de ne pas maintenir les lieux dans un état de salubrité adéquat

CHAPITRE 5– CHIENS

ARTICLE 26 : NOMBRE MAXIMAL

Il est interdit de garder dans une unité d'occupation plus de trois (3) chiens.

Cette règle ne s'applique pas :

- a) Aux exploitations agricoles;
- b) Aux unités d'élevages d'animaux ayant obtenu les autorisations nécessaires à leurs activités;
- c) À une personne exerçant le commerce de vente d'animaux;
- d) À toute personne œuvrant au sein d'un hôpital ou d'une clinique vétérinaire dans le cadre de cette activité;
- e) À l'exploitant d'un chenil;
- f) Aux exploitants agricoles situés en tout ou en partie dans les périmètres d'urbanisation;
- g) Les chiots de moins de six mois peuvent être gardés avec leur mère;
- h) Aux entreprises ou à toute personne exerçant un service de randonnée de traîneaux à chien.

ARTICLE 27 : LE CHENIL ET LE COMMERCE

Il est interdit d'opérer un chenil ou un commerce de vente d'animaux dans les limites de la municipalité, à moins d'avoir obtenu, au préalable, un permis de la municipalité à cet effet, dont le tarif est fixé par un règlement de tarification du conseil. Cette obligation ne dégage d'aucune façon le propriétaire de se voir délivrer un permis par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Il est interdit de tenir un chenil sur le territoire de la municipalité, à l'exception des zones où l'usage le permet.

Il est interdit de tenir un chenil attenant à un bâtiment de plus d'un logement.

ARTICLE 28 : CONDUITE DANS LES ENDROITS PUBLICS

Aucun gardien ne peut laisser son chien sur la place publique de façon à gêner le passage des gens ou à les effrayer.

ARTICLE 29 : GARDE D'UN CHIEN SUR UNE PROPRIÉTÉ PRIVÉE

À l'exception des chiens déclarés potentiellement dangereux, sur une propriété privée, le gardien doit maintenir le chien, selon le cas :

- a) dans un enclos entièrement fermé ou sur un terrain clôturé de tous ses côtés, la clôture étant d'une hauteur suffisante, étant donné la taille de l'animal, pour l'empêcher de sortir de l'enclos ou du terrain où il se trouve et étant dégagée de neige ou de matériaux permettant au chien de l'escalader;
- b) sur un terrain qui n'est pas clôturé de tous ses côtés, attaché à un poteau au moyen d'une chaîne ou d'une corde de fibre métallique ou synthétique. Le poteau, la chaîne ou la corde et l'attache doivent être d'une taille et d'une résistance suffisantes pour empêcher le chien de s'en libérer;
La longueur de la chaîne ou de la corde ne doit pas lui permettre de s'approcher à moins de deux mètres d'une limite du terrain qui n'est pas séparée du terrain adjacent par une clôture suffisante pour l'empêcher de sortir du terrain où il se trouve. S'il s'agit d'un terrain accessible par plusieurs occupants, la chaîne ou la corde et l'attache ne doivent pas lui permettre de s'approcher à moins de deux mètres d'une allée ou d'une aire commune;
- c) gardé sur un terrain sous le contrôle direct de son gardien, celui-ci devant avoir une maîtrise constante de l'animal;
- d) dans un bâtiment où il ne peut en sortir;
- e) sur un terrain au moyen d'une clôture anti-fugue électrique avec ou sans fils.

ARTICLE 30 : ATTAQUE

Il est interdit à tout gardien d'ordonner à son chien d'attaquer, de gronder, de montrer les crocs, de mordre ou de faire peur autrement à une personne ou un animal ou de simuler le commandement d'une telle attaque.

ARTICLE 31 : FRAIS D'AFFICHE

Lorsqu'un chien est déclaré potentiellement dangereux selon le règlement provinciale, l'affiche que le gardien du chien potentiellement dangereux a l'obligatoire d'installé en vertu de l'article 24 dudit règlement provincial est à la charge du gardien au prix coutant.

CHAPITRE 6 – ENREGISTREMENT DES CHIENS

ARTICLE 32 : FRAIS D'ENREGISTREMENT

Les frais d'enregistrement pour obtenir la médaille sont fixés à 5 \$. Lesdits frais sont inaccessibles et non remboursable.

ARTICLE 33 : MODIFICATION, ALTÉRATION ET PERTE DE LA MÉDAILLE

Nul ne peut modifier, altérer ou faire porter une médaille comportant le numéro d'enregistrement d'un autre chien que celui pour lequel elle a été délivrée.

Lors d'une perte de la médaille, le gardien doit venir s'en procurer une seconde auprès de l'autorité municipale. Dans ce cas, des frais de 5\$ devront être acquittés.

CHAPITRE 7 SAISIE ET GARDE

ARTICLE 34 : SAISIE ET GARDE

Sauf dans le cas d'un chien saisi selon l'article 29 du règlement provincial, l'autorité compétente peut prendre tous les moyens requis pour s'emparer et garder tout animal blessé, malade, maltraité, dangereux, errant, sauvage ou constituant une nuisance et assurer la sécurité des personnes ou des animaux.

ARTICLE 35: AVIS

Sauf dans le cas d'un chien saisi selon l'article 29 du règlement provincial, lorsque qu'un animal est saisi ou capturé par l'autorité compétente et que le gardien de celui-ci est connu, l'autorité compétente doit utiliser le moyen le plus rapide d'entrée en communication avec ledit gardien afin de l'informer de la saisie ou de la capture ainsi que la marche à suivre pour récupérer l'animal. Les moyens les plus rapide d'entrée en communication avec un gardien qui peuvent être utilisés sont le téléphone, courriel ou une lettre.

ARTICLE 36 : DISPOSITION DE L'ANIMAL

Après un délai de trois (3) jours suivant la capture d'un animal et l'envoi d'un avis au gardien de cet animal, s'il est connu, l'autorité compétente peut en disposer par adoption ou par euthanasie, sauf si l'animal est un chien saisi en vertu de l'article 31 du règlement provincial.

ARTICLE 37 : ANIMAL MOURANT OU GRAVEMENT BLESSÉ

Nonobstant toutes dispositions contraires et sur avis écrit d'un vétérinaire, un animal mourant ou gravement blessé peut être euthanasié sans délai suivant sa capture.

ARTICLE 38 : CAPTURE

Un animal peut être abattu lorsque sa capture comporte un danger à la sécurité d'un être humain ou un animal.

ARTICLE 39 : MALADIE CONTAGIEUSE

De même, un animal ayant la rage ou une maladie contagieuse ou dont l'état ou le comportement est susceptible de mettre en péril la santé et la sécurité de toute personne ou de tout animal peut être abattu immédiatement aux frais de son gardien.

ARTICLE 40 : FRAIS

Le gardien est responsable d'acquitter les frais encourus en application du présent règlement, notamment les frais de capture, de pension journalière, de soins, de stérilisation, de vaccination et d'euthanasie.

Les frais de pension journalier assuré par l'autorité compétente sont fixés à 25\$ par jour.

Les frais assurés par un établissement vétérinaire, un refuge, un service animalier, une fourrière ou un lieu tenu par une personne ou un organisme voué à la protection des animaux titulaire d'un permis visé à l'article 19 de la *Loi sur le bien-être et la sécurité animal*, sont chargés au gardien aux prix coûtants.

ARTICLE 41 : ÉVALUATION DE L'ÉTAT DE SANTÉ OU DE LA DANGÉROSITÉ

Sauf dans le cas d'un chien, car le règlement provincial contient les dispositions à cet égard, l'autorité compétente peut saisir et soumettre un animal dangereux à l'examen d'un vétérinaire, afin d'évaluer son état de santé ou sa dangerosité. Les frais d'examen sont à la charge du gardien. S'il y a lieu, le rapport de l'expert comprend les recommandations sur les mesures à prendre quant à l'animal.

ARTICLE 42 : MESURES

Sauf dans le cas d'un chien, car le règlement provincial contient les dispositions à cet égard, après avoir pris connaissance des recommandations du vétérinaire, l'autorité compétente peut ordonner au gardien de se conformer à l'une ou plusieurs des mesures suivantes :

- a) le traitement d'une maladie, la vaccination ou la stérilisation;
- b) la garde, sous constant contrôle du gardien, dans un bâtiment ou à l'intérieur des limites du terrain dont l'animal ne peut sortir, jusqu'à ce que ce dernier ne constitue plus un risque pour la sécurité des personnes ou des animaux;
- c) le musellement de l'animal lorsqu'il se trouve à l'extérieur du terrain occupé par son gardien;
- d) l'euthanasie;
- e) toute autre mesure qui vise à réduire le risque que constitue l'animal pour la santé ou la sécurité publique.

Le défaut de se conformer à la demande de l'autorité compétente constitue une infraction.

CHAPITRE 8 DISPOSITIONS PÉNALES

ARTICLE 43 : RESPONSABILITÉ DU GARDIEN

Le gardien d'un animal est tenu responsable de toute infraction commise à l'encontre de l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement.

ARTICLE 44 : GARDIEN MINEUR

Lorsque le gardien d'un animal est un mineur, le père, la mère, le tuteur ou, le cas échéant, le répondant du mineur est responsable de l'infraction commise par le gardien.

ARTICLE 45 : INFRACTIONS ET PEINES

A l'exception des dispositions civiles et pénales concernant les chiens se retrouvant dans règlement provincial, quiconque contrevient ou permet que soit contrevenu à une disposition du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende d'un montant minimal de 200 \$ pour une personne physique et d'un montant maximal de 1 000 \$ et d'une amende minimale de 400 \$ et maximale de 2 000 \$ pour une personne morale.

En cas de récidive, les montants minimales et maximales des amendes prévues par le présent règlement sont portés au double.

Les dispositions civiles et pénales concernant les chiens du règlement provincial s'appliquent.

ARTICLE 46 : INFRACTIONS CONTINUES

Si l'infraction est continue, cette continuité constitue jour après jour une infraction distincte.

ARTICLE 47 : PLAINTE

S'il y a impossibilité pour l'autorité compétente de constater une infraction commise par un gardien ou un animal au présent règlement, une plainte écrite sur le formulaire, telle que reproduite à l'annexe 1 prévue à cette fin et complète doit être déposée au bureau municipal par le témoin ou la victime de cette infraction.

On entend par complète que toutes les informations demandées sur les formulaires sont indiquées et exactes et que des preuves vidéos et/ou photos, l'identité de l'animal et l'identité du propriétaire soient fournies afin de prouver l'infraction reprochée, la plainte, les preuves vidéos et/ou photos doivent être datées et signées.

ARTICLE 48 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement 266 sur les animaux abroge et remplace le règlement no 251 sur les animaux et entrera en vigueur conformément à la loi.

LIBELLÉ D'INFRACTIONS

COUR MUNICIPALE DE RIVIÈRE-DU-LOUP
MRC DES BASQUES
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ÉLOI

Règlement n° 266 sur les animaux

INFRACTION	AMENDE MINIMALE	AMENDE MAXIMALE	CODE
<p>Article 5 Avoir entravé l'autorité compétente dans l'exercice de ses fonctions :</p> <p>a) tromper ou tenter de tromper par des réticences ou par des fausses déclarations ;</p> <p>b) refuser de recevoir ou de donner accès à toute unité d'occupation à l'autorité compétente ;</p> <p>c) refuser de fournir tout renseignement ou document requis pour l'application du présent règlement ;</p> <p>d) refuser de s'identifier auprès de l'autorité compétente ou de lui exhiber tout certificat ou document attestant son identité ;</p> <p>e) endommager, enlever ou déclencher tout piège ou système mis en place par celle-ci en vue de capturer un animal ;</p> <p>f) nuire, de quelque façon, à la capture d'un animal par celle-ci.</p>	<p>Personne Physique 200 \$</p> <p>Personne morale 400 \$</p>	<p>Personne physique 1 000 \$</p> <p>Personne morale 2 000 \$</p>	RM 410
<p>Article 7 Le gardien doit tenir en bon état sanitaire l'endroit où est gardé un animal.</p>	<p>Personne Physique 200 \$</p> <p>Personne morale 400 \$</p>	<p>Personne physique 1 000 \$</p> <p>Personne morale 2 000 \$</p>	RM 410

INFRACTION	AMENDE MINIMALE	AMENDE MAXIMALE	CODE
<p>Article 8 Nul ne peut causer volontairement ou permettre que soit causée à un animal une douleur, souffrance ou blessure.</p>	<p>Personne Physique 200 \$</p> <p>Personne morale 400 \$</p>	<p>Personne physique 1 000 \$</p> <p>Personne morale 2 000 \$</p>	RM 410
<p>Article 9 Nul ne peut faire des cruautés à un animal, le maltraiter, le molester, le harceler ou le provoquer.</p>	<p>Personne Physique 200 \$</p> <p>Personne morale 400 \$</p>	<p>Personne physique 1 000 \$</p> <p>Personne morale 2 000 \$</p>	RM 410
<p>Article 10 Nul ne peut organiser, participer, encourager ou assister au déroulement d'un combat d'animaux ni</p>	<p>Personne Physique 200 \$</p> <p>Personne morale 400 \$</p>	<p>Personne physique 1 000 \$</p> <p>Personne morale 2 000 \$</p>	RM 410

laisser son animal y participer.			
Article 11 Le gardien d'un animal ne peut l'abandonner dans le but de s'en défaire.	Personne Physique 200 \$ Personne morale 400 \$	Personne physique 1 000 \$ Personne morale 2 000 \$	RM 410
Article 12 Nul ne peut : Disposer d'un animal mort autrement qu'en le remettant à une clinique ou hôpital vétérinaire, à un refuge ou à tout autre endroit légalement autorisé à recevoir des animaux morts. Disposer de l'animal en l'enterrant sur un terrain public ou privé sans le consentement du propriétaire ou en le jetant aux ordures.	Personne Physique 200 \$ Personne morale 400 \$	Personne physique 1 000 \$ Personne morale 2 000 \$	RM 410
Article 13 Nul ne peut utiliser à l'extérieur d'un bâtiment un poison ou un piège pour la capture des animaux, à l'exception des cages à capture vivante.	Personne Physique 200 \$ Personne morale 400 \$	Personne physique 1 000 \$ Personne morale 2 000 \$	RM 410
Article 14 Il est interdit de garder dans une unité d'occupation ou sur le terrain où est située cette unité d'occupation, plus de trois (3) chats.	Personne Physique 200 \$ Personne morale 400 \$	Personne physique 1 000 \$ Personne morale 2 000 \$	RM 410
Article 15 Il est interdit de posséder des animaux de ferme ou des animaux sauvages ailleurs que dans les zones de la municipalité où un usage le permet.	Personne Physique 200 \$ Personne morale 400 \$	Personne physique 1 000 \$ Personne morale 2 000 \$	RM 410

INFRACTION	AMENDE MINIMALE	AMENDE MAXIMALE	CODE
Article 16 Le gardien ne peut laisser l'animal seul dans un endroit public, qu'il soit attaché ou non. Le gardien d'un animal ne peut le laisser errer dans les rues, dans les endroits publics.	Personne Physique 200 \$ Personne morale 400 \$	Personne physique 1 000 \$ Personne morale 2 000 \$	RM 410

<p>Article 17</p> <p>À l'exception d'un chien visés à l'article 1 du <i>Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens</i>, un gardien ne peut entrer ou garder un animal dans un édifice public</p>	<p>Personne Physique 200 \$</p> <p>Personne morale 400 \$</p>	<p>Personne physique 1 000 \$</p> <p>Personne morale 2 000 \$</p>	<p>RM 410</p>
<p>Article 18</p> <p>Nul ne peut nourrir un animal errant en distribuant de la nourriture ou en laissant ou en lançant de la nourriture ou des déchets de nourriture à l'air libre.</p>	<p>Personne Physique 200 \$</p> <p>Personne morale 400 \$</p>	<p>Personne physique 1 000 \$</p> <p>Personne morale 2 000 \$</p>	<p>RM 410</p>
<p>Article 19</p> <p>Tout gardien doit avoir la capacité physique de retenir, en tout temps, l'animal en laisse et de le maîtriser pour que celui-ci ne lui échappe pas.</p>	<p>Personne Physique 200 \$</p> <p>Personne morale 400 \$</p>	<p>Personne physique 1 000 \$</p> <p>Personne morale 2 000 \$</p>	<p>RM 410</p>
<p>Article 20</p> <p>Un gardien ne peut se tenir avec un animal sur un endroit où se tient un événement spécial extérieur ou intérieur.</p>	<p>Personne Physique 200 \$</p> <p>Personne morale 400 \$</p>	<p>Personne physique 1 000 \$</p> <p>Personne morale 2 000 \$</p>	<p>RM 410</p>
<p>Article 21</p> <p>Le gardien d'un animal doit enlever immédiatement les matières fécales laissées sur toute propriété publique ou privée par l'animal dont il a la garde et en disposer à même ses ordures ménagères ou dans une poubelle publique.</p>	<p>Personne Physique 200 \$</p> <p>Personne morale 400 \$</p>	<p>Personne physique 1 000 \$</p> <p>Personne morale 2 000 \$</p>	<p>RM 410</p>
<p>Article 22</p> <p>Tout gardien transportant un animal dans un véhicule routier doit s'assurer qu'il ne peut quitter ce véhicule ou attaquer une personne passant près de ce véhicule.</p> <p>Tout gardien transportant un animal dans la boîte arrière d'un véhicule routier non fermé doit le placer dans une cage ou encore doit s'assurer qu'il soit attaché de façon sécuritaire au véhicule.</p>	<p>Personne Physique 200 \$</p> <p>Personne morale 400 \$</p>	<p>Personne physique 1 000 \$</p> <p>Personne morale 2 000 \$</p>	<p>RM 410</p>

INFRACTION	AMENDE MINIMALE	AMENDE MAXIMALE	CODE
<p>Article 23</p> <p>Un gardien, sachant, sur avis écrit d'un vétérinaire, que son animal est atteint d'une maladie contagieuse, doit prendre les moyens pour faire soigner son animal ou pour le soumettre à l'euthanasie.</p>	<p>Personne Physique 200 \$</p> <p>Personne morale 400 \$</p>	<p>Personne physique 1 000 \$</p> <p>Personne morale 2 000 \$</p>	RM 410
<p>Article 24</p> <p>Nul ne peut volontairement mettre à mort un animal de quelque manière que ce soit, sans recourir aux services d'un médecin vétérinaire.</p>	<p>Personne Physique 200 \$</p> <p>Personne morale 400 \$</p>	<p>Personne physique 1 000 \$</p> <p>Personne morale 2 000 \$</p>	RM 410
<p>Article 25</p> <p>a) constitue une infraction pour le gardien, le fait, pour un animal, d'aboyer ou de hurler de façon à troubler la paix, la tranquillité et d'être un ennui pour une ou plusieurs personnes;</p> <p>b) constitue une infraction pour le gardien, le fait pour un animal de fouiller ou de répandre les ordures ménagères;</p> <p>c) constitue une infraction pour le gardien, le fait, pour un animal, de se trouver dans un endroit public avec un gardien incapable de le maîtriser en tout temps;</p> <p>d) constitue une infraction pour le gardien, le fait, pour un animal, de mordre, de tenter de mordre une personne ou un animal;</p> <p>e) constitue une infraction pour le gardien, le fait, pour un animal, de causer un dommage à un immeuble ou à un bien qui n'est pas la propriété de son gardien;</p> <p>f) constitue une infraction pour le gardien, le fait, pour un animal, d'errer;</p> <p>g) constitue une infraction pour le gardien, le fait, de garder plus de chiens ou d'animaux que prévu dans le présent règlement.</p> <p>h) constitue une infraction pour le gardien, le fait de négliger de nettoyer de façon régulière les excréments sur sa propriété et de ne pas maintenir les lieux dans un état de salubrité adéquat.</p>	<p>Personne Physique 200 \$</p> <p>Personne morale 400 \$</p>	<p>Personne physique 1 000 \$</p> <p>Personne morale 2 000 \$</p>	RM 410

INFRACTION	AMENDE MINIMALE	AMENDE MAXIMALE	CODE
Article 26 Il est interdit de garder dans une unité d'occupation, plus de trois (3) chiens.	Personne Physique 200 \$ Personne morale 400 \$	Personne physique 1 000 \$ Personne morale 2 000 \$	RM 410
Article 27 Il est interdit d'opérer un chenil ou un commerce de vente dans les limites de la municipalité. Il est interdit de tenir un chenil sur le territoire de la municipalité, à l'exception des zones du règlement d'urbanisme où l'usage est permis. Il est interdit de tenir un chenil attendant à un bâtiment de plus d'un logement.	Personne Physique 200 \$ Personne morale 400 \$	Personne physique 1 000 \$ Personne morale 2 000 \$	RM 410
Article 28 Aucun gardien ne peut laisser son chien sur la place publique de façon à gêner le passage des gens ou à les effrayer.	Personne Physique 200 \$ Personne morale 400 \$	Personne physique 1 000 \$ Personne morale 2 000 \$	
Article 29 À l'exception des chiens déclaré potentiellement dangereux, sur une propriété privée, le gardien doit maintenir le chien, selon le cas : a) dans un enclos entièrement fermé ou sur un terrain clôturé de tous ses côtés, la clôture étant d'une hauteur suffisante, étant donné la taille de l'animal, pour l'empêcher de sortir de l'enclos ou du terrain où il se trouve et étant dégagée de neige ou de matériaux permettant au chien de l'escalader; b) sur un terrain qui n'est pas clôturé de tous ses côtés, attaché à un poteau au moyen d'une chaîne ou d'une corde de fibre métallique ou synthétique. Le poteau, la chaîne ou la corde et l'attache doivent être d'une taille et d'une résistance suffisantes pour empêcher le chien de s'en libérer; c) gardé sur un terrain sous le contrôle direct de son gardien, celui-ci devant avoir une maîtrise constante de l'animal; d) dans un bâtiment où il ne peut sortir; e) sur un terrain au moyen d'une clôture anti-fugue électrique avec ou sans fils.	Personne Physique 200 \$ Personne morale 400 \$	Personne physique 1 000 \$ Personne morale 2 000 \$	RM 410

INFRACTION	AMENDE MINIMALE	AMENDE MAXIMALE	CODE
Article 30 Il est interdit à tout gardien d'ordonner à son chien d'attaquer, de gronder, de montrer les crocs, de mordre ou de faire peur autrement à une personne ou un animal ou de simuler le commandement d'une telle attaque	Personne Physique 200 \$ Personne morale 400 \$	Personne physique 1 000 \$ Personne morale 2 000 \$	RM 410
Article 33 Nul ne peut modifier, altérer ou faire porter une médaille à un chien autre que celui pour lequel elle a été délivré.	Personne Physique 200 \$ Personne morale 400 \$	Personne physique 1 000 \$ Personne morale 2 000 \$	RM 410
Article 42 Refus d'avoir donné suite aux ordres de l'autorité compétente, soit : a) le traitement d'une maladie, la vaccination ou la stérilisation; b) la garde, sous constant contrôle du gardien, dans un bâtiment ou à l'intérieur des limites du terrain dont l'animal ne peut sortir, jusqu'à ce que ce dernier ne constitue plus un risque pour la sécurité des personnes ou des animaux; c) le musellement de l'animal lorsqu'il se trouve à l'extérieur du terrain occupé par son gardien; d) l'euthanasie; e) toute autre mesure qui vise à réduire le risque que constitue l'animal pour la santé ou la sécurité publique.	Personne Physique 200 \$ Personne morale 400 \$	Personne physique 1 000 \$ Personne morale 2 000 \$	RM 410

.....

6. SEL À DÉGLAÇAGE / ABRASIF

2020-08-114

ATTENDU QUE la municipalité de Saint-Éloi doit mettre du sel à glace dans son abrasif durant la saison hivernale;

ATTENDU QUE Madame la directrice générale s'est informé des prix auprès des fournisseurs;

ATTENDU QUE trois fournisseurs ont répondu à notre demande :

ATTENDU QUE les soumissionnaires sont les suivants :

1^{ère} soumission : Sel Warwick inc.

Prix : 112.75\$ / tonne métrique plus taxes transport inclus

2^{ième} soumission : Somavrac c.c.

Prix : 141.18\$ / tonne métrique plus taxes transport inclus

3^{ième} soumission : Sel Icecat inc.

Prix : 113.30\$ / tonne métrique + transport 82\$/tonne métrique plus taxes

4^{ième} soumission : Mines Seleine

Prix : 107\$ / tonne métrique + transport plus taxes

POUR CES MOTIFS,

Il est proposé par Madame la conseillère Mireille Gagnon et résolu à l'unanimité des conseillers présents que la municipalité de Saint-Éloi accepte la soumission de Sel Warwick pour l'achat du sel à glace pour la saison 2020-2021. La Municipalité de Saint-Éloi achètera 70tm au coût de 112.75\$/la tonne plus taxes transport inclus.

.....

7. SIGNATURE CONTRAT DE DÉNEIGEMENT ET DE DÉGLAÇAGE POUR LA ROUTE DE LA STATION AVEC LE MTQ

2020-08-115

Il est proposé par Madame la conseillère Louise Rioux et résolu à l'unanimité des conseillers présents que la Municipalité de Saint-Éloi accepte de renouveler le contrat du Ministère des Transports du Québec concernant le déneigement de la Route de la Station sur une distance de 4.491km à partir de l'intersection de la rue Principale de la Municipalité de Saint-Éloi et se terminant à l'intersection du chemin Pettigrew de l'Isle-Verte pour la saison 2020-2021 le tout renouvelable selon l'article 11 du devis spécial (101). Monsieur le maire Mario St-Louis et Madame la directrice générale Annie Roussel sont autorisés à signer ledit contrat pour et au nom de la Municipalité de Saint-Éloi. De plus, la Directrice générale est autorisée à communiquer avec le technicien des travaux publics de la viabilité hivernale, Monsieur Marc-André Rioux, afin de discuter du montant du marché prévu pour 2020 ainsi que des conditions du contrat.

.....

8. POMPIER

ENTENTE DE PARTAGE DE SERVICE INCENDIE

2020-08-116

ATTENDU QUE toutes les municipalités de la MRC des Basques doivent se conformer au schéma de couverture de risques incendies;

ATTENDU QUE les municipalités de la MRC des Basques munies d'une caserne et d'un service incendie désirent unir leurs ressources humaines et matérielles afin de répondre aux exigences du schéma de couverture de risques incendies;

ATTENDU QU'UN tel regroupement aura pour effet d'augmenter considérablement l'efficacité des services incendies tout en diminuant les frais financiers;

ATTENDU QUE nous avons eu une première rencontre avec la Ville de Trois-Pistoles le 6 juillet dernier;

ATTENDU QUE la Ville de Trois-Pistoles nous a remis pour information les données nécessaires afin de prendre une décision éclairée;

POUR CES MOTIFS,

Il est proposé par Madame la conseillère Mireille Gagnon et résolu à l'unanimité des conseillers présents que la municipalité de Saint-Éloi manifeste leur intérêt à la Ville de Trois-Pistoles afin de participer aux démarches qui mèneront à une possible entente en étant que la majorité des municipalités concernées participent à l'entente.

.....

PRÉAVIS DE VÉRIFICATION MÉCANIQUE (CITERNE)

La directrice générale informe les membres du conseil de la vérification mécanique du camion citerne qui devra se faire avant le 30 septembre 2020.

.....

9. VOIRIE

TRAVAUX À VENIR

Madame la Directrice générale informe les membres du conseil des travaux à venir pour le mois d'août et septembre.

.....

ENTREPRISE MICHEL BÉLANGER (ISLE-VERTE)

2020-08-117

Attendu que la Directrice générale a communiqué à quelques reprises avec Monsieur Michel Bélanger soit en lui laissant un message sur son répondeur,

soit en lui parlant directement concernant le bois empilé sur le bord du chemin dans le Rang 3 Ouest et le Rang 4 Ouest;

Attendu que la Directrice générale lui a demandé d'enlever dans un délai raisonnable le bois qui est tombé dans l'emprise du chemin municipal;

Attendu que le conseil municipal trouve que M. Bélanger a eu suffisamment de temps pour enlever le bois nuisible et qui par le fait même est dangereux pour la circulation le soir;

Attendu que la saison hivernale arrivera dans quelques mois et que nos entrepreneurs nous ont déjà avertis que lors de la dernière neige tombée en mai dernier ce bois avait été nuisible lors du déblaiement;

Pour ces motifs,

Il est proposé par Madame la conseillère Gisèle Saindon et résolu à l'unanimité des conseillers présents que la municipalité demande à Monsieur Michel Bélanger d'enlever le bois qui est situé sur le Rang 3 Ouest et sur le Rang 4 Ouest avant le 1^{er} septembre 2020. Si le conseil constate que le bois est toujours là en septembre 2020, la municipalité fera enlever le bois à vos frais.

.....

10. DIVERS

CHANGEMENT SÉANCE DU CONSEIL

2020-08-118

Attendu que l'article 148 du Code municipal du Québec prévoit que le conseil doit établir, avant le début de chaque année civile, le calendrier de ses séances ordinaires pour la prochaine année, en fixant le jour et l'heure du début de chacune;

Attendu que l'article 148.0.1 du Code municipale du Québec établit que le secrétaire-trésorier donne un avis public du contenu du calendrier et donne un avis public à l'égard de toute séance ordinaire dont le jour ou l'heure n'est pas celui que prévoit le calendrier;

En conséquence, il est proposé par Monsieur le conseiller Éric Veilleux et résolu à l'unanimité des conseillers présents que les membres du conseil modifient la séance du mois de novembre 2020 sur le calendrier adopté en novembre 2019 relativement à la tenue des séances ordinaires du conseil municipal pour 2020, qui débutent à 19h30 :

Lundi 2 novembre 2020 soit remplacé par lundi 9 novembre 2020

Qu'un avis public du contenu du présent calendrier soit publié par la directrice générale, conformément à la loi qui régit la municipalité.

.....

11. PÉRIODE DE QUESTIONS

Nil

.....

12. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

2020-08-119

L'ordre du jour étant épuisé, il est proposé par Monsieur le conseiller Éric Veilleux et résolu à l'unanimité des conseillers présents que la séance soit levée. Il est maintenant 20h40.

.....

Mario St-Louis, maire
Mario St-Louis, maire

Annie Roussel, Directrice générale
Annie Roussel, dir.gén./secr.-très.